

Fidel SALIGA

*Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université d'Abomey – Calavi,
Email : saligdel@yahoo.fr*

Politique commerciale et croissance économique au Bénin : le rôle de la corruption

Résumé : La relation entre la politique commerciale et la croissance économique a fait l'objet de nombreuses études. Cependant, aucun consensus ne semble exister sur les mécanismes par lesquels la politique commerciale dans un environnement corrompu devrait réduire la croissance économique. L'objectif de cet article est d'analyser les effets de la politique commerciale et de la corruption sur la croissance économique au Bénin. Les résultats des estimations du modèle de régression vectoriel à correction d'erreur montrent que les subventions à la production ont un effet positif sur la croissance économique ; alors que la corruption et les droits de douane ont un effet négatif sur la croissance économique. Il importe de fixer les taux de droits de douane à un niveau unique pour chaque type de produit, de manière à ne pas offrir une marge de négociation et pour limiter la capacité des agents publics à soutirer des pots-de-vin aux importateurs. On pourrait par ailleurs renforcer le programme d'aide au producteur en augmentant le montant des subventions à la production.

Mots clés : Politique commerciale, droits de douane, croissance économique, corruption.

Trade policy and economic growth in Benin: the role of corruption

Abstract: *The relationship between trade policy and economic growth has been the subject of much study. However, no consensus seems to exist on the mechanisms by which trade policy in a corrupt environment should reduce economic growth. The objective of this article is to analyze the effects of trade policy and corruption on economic growth in Benin. The results of the error-corrected vector regression model estimates show that producer subsidies have a positive effect on economic growth; while corruption and tariffs have a negative effect on economic growth. It is important to set the tariff rates at a single level for each type of product, so as not to offer room for negotiation and to limit the ability of public officials to extract bribes from importers. The producer assistance program could also be strengthened by increasing the amount of production subsidies.*

Key words: *Trade policy, customs duties, economic growth, corruption.*

J.E.L. Classification: *F43 - O24 - D73.*

1. Introduction

Les pays en voie de développement, à l'instar des pays développés, élaborent de politiques commerciales afin de garantir une croissance des échanges économiques (Khandaker et Sharmin, 2015). La corruption demeure une entrave aux échanges économiques et au fonctionnement des services publics. Elle augmente les coûts et les risques liés à l'activité des entreprises, dissuade l'investissement étranger direct et a un effet négatif sur la création des entreprises (Abdella et *al.*, 2018). Les politiques commerciales inefficaces comme celles relatives aux douanes sont propices à la corruption (OCDE, 2016). En effet, les Etats font recours à plusieurs procédures qui leur permettent de protéger les industries locales et de sécuriser les échanges des biens et services. Les procédures douanières et administratives s'avèrent nécessaires pour la bonne application des politiques commerciales (OCDE, 2016). La politique commerciale se définit comme l'ensemble des lois et règles dans le commerce.

La politique commerciale est perçue, dans la littérature économique, comme une composante de la politique extérieure économique d'un pays. La politique extérieure économique est l'usage de la politique afin d'établir des règles pour les transactions économiques entre un État et ses citoyens et le reste du monde. Il s'agit également de l'ensemble des actions gouvernementales dont l'objectif est d'influencer l'environnement économique international (Pastor, 1980). La politique commerciale englobe l'ensemble des activités de l'État visant à influer sur les rapports commerciaux d'un pays avec l'extérieur.

La politique commerciale se traduit par la libéralisation des échanges commerciaux ou le protectionnisme commercial. Elle peut prendre la forme de barrières tarifaires et/ou non tarifaires dans le processus d'échange entre une nation et le reste du monde. Les barrières non tarifaires sont l'ensemble des mesures restrictives non tarifaires mises en place par un pays et visant à protéger son marché de la concurrence extérieure. De même, les barrières tarifaires sont des mesures douanières qui permettent à un pays de limiter ou de rendre plus difficile l'accès sur le territoire national un produit étranger.

Ainsi, l'État peut réduire, éliminer ou l'harmoniser ses barrières tarifaires et non tarifaires. Il peut également restreindre les importations par le moyen de barrières tarifaires, de barrières non tarifaires, de restrictions quantitatives, d'accords de restrictions volontaires des exportations ainsi que par la voie de quotas. L'autorité publique peut aussi recourir à des normes environnementales, de sécurité et de santé. Il peut chercher à stimuler les importations en procédant à des négociations avec ses partenaires commerciaux dans le but de réduire ou d'éliminer les barrières tarifaires, les barrières non tarifaires et les multiples mesures de protection érigées par les autres pays (Fortin, 2005).

Malgré les barrières tarifaires, les ententes commerciales des nations ont débouché sur une diminution significative des droits de douane. En effet, les droits de douane sont complexes et ils manquent souvent de transparence. Leurs effets sont difficiles à saisir et peuvent être une source d'inégalité. Ils demeurent encore comme un obstacle

essentiel à l'accès au marché (O'Rourke, 2000). Les droits de douane les plus élevés touchent généralement des biens constituants une part importante des achats des consommateurs les plus pauvres (OCDE, 2004).

La théorie des avantages comparatifs, démontre que plus un pays est ouvert, plus il oriente ses ressources rares vers de secteurs plus efficents (Ricardo, 1817). La théorie classique affirme que l'avantage comparatif d'un pays donné est basé sur ses dotations factorielles. Le pays exporte les types de produits qui font appel de la manière la plus intensive au facteur de production relativement abondant dans ce pays. Par contre, la théorie hétérodoxe soutient que le commerce était basé sur l'avantage absolu ou sur l'avantage concurrentiel, tel que l'avait exposé par Smith (1776) plutôt que sur l'avantage comparatif.

Les modèles de croissance néoclassiques assument que le changement technologique est exogène et que les politiques commerciales d'une nation ne peuvent pas affecter sa croissance économique (Solow, 1957). Grossman et Helpman (1991), Romer (1993), Kim et Lin (2008) établissent une relation entre la politique commerciale et la croissance économique. Ils déduisent que la politique de libre échange a un impact positif sur la croissance économique. Par contre, Bairoch (1972) soutient l'idée que le protectionnisme est un moyen efficace pour converger vers la croissance économique. Il a été rejoint plus tard par O'Rourke (2000) qui déduit l'existence d'une corrélation positive entre les tarifs douaniers et la croissance économique. Kalecki (1929), Rodrik et Rodriguez (2001) déduisent une relation non linéaire entre la politique commerciale et croissance économique.

Dans le domaine du commerce international, Bhagwati (1982) suggère que la corruption soit analysée comme une manière de réaliser des profits en entreprenant des activités qui ne sont pas directement productives. Les effets de la corruption peuvent être comparés à ceux d'autres activités comme l'évasion tarifaire ou la contrebande (Lavallée, 2006). La corruption est définie comme le détournement de fonctions exercées dans la sphère publique à des fins personnelles et privées. Elle est aussi l'utilisation abusive de la propriété de l'Etat par un fonctionnaire pour en tirer un gain personnel (Alesina et *al.*, 2003). La littérature économique sur la corruption fait intervenir trois acteurs, le principal, l'agent et le corrupteur, et deux contrats. Un contrat de délégation conclu entre le principal et l'agent et un contrat de corruption établi entre l'agent et le corrupteur (Jacquemet, 2006 ; Lavallée et *al.*, 2010). Sur le marché un agent mandaté par le principal exige des pots-de-vin pour donner une autorisation et crée un goulot d'étranglement dans le processus marchand. De même, l'usage de la corruption pour contourner les rigidités sur le marché concourt à un équilibre conjoncturel et ne peut être un équilibre de long terme (Rose-Ackerman, 2004).

En présence des institutions publiques faibles, de cadres juridique et règlementaire inefficaces, de systèmes de gouvernance défaillants, la corruption peut se présenter comme une alternative pour contourner les règles établies et faciliter les transactions économiques (Leff, 1964 ; Lavallée et *al.*, 2010). Les distorsions sur les marchés sont

le fait d'une bureaucratie lourde, rigide et inefficace et il est profitable de stimuler pour gagner en célérité et en productivité (Leys, 1964). La corruption agit comme l'huile qui permet aux roues du marché de tourner (Leff, 1964). La corruption permet d'éliminer certaines rigidités inefficaces telles que les lenteurs administratives ou les réglementations fastidieuses et stimule les agents publics à faciliter les échanges.

Pourtant certains auteurs dénoncent les effets néfastes de la corruption sur l'activité économique. Myrdal (1968) contredit cette thèse positive et estime que la corruption au lieu de fluidifier le rythme de l'activité économique ensable les transactions.

D'autres études empiriques ont démontré l'existence d'une relation négative et significative entre la corruption et la croissance économique (Mauro, 1995). Prévenir la corruption est connu pour être un processus coûteux et que les pays à faibles revenus ne peuvent pas se permettre (Dreher et Herzfeld, 2005). Le coût de la corruption au niveau mondiale est d'environ d'un milliard de dollars par an (Kaufmann, 2005). Pour la Banque Africaine de Développement (BAD), le coût de la corruption en Afrique peut atteindre 25% du PIB du continent [Banque Africaine de Développement (BAD), 2019].

D'après les estimations de l'OCDE, en supprimant tous les droits de douane sur le commerce de marchandises et en diminuant les coûts commerciaux de 1% de la valeur du commerce mondial, on améliorerait le bien-être mondial. C'est important de penser en terme de gain net pour chaque pays] de plus de 170 milliards de dollars par an, majorant jusqu'à 2% le PIB annuel actuel de certaines régions (OCDE, 2004). La mise en œuvre conjuguée d'une élimination complète des droits de douane et de la réduction des coûts commerciaux aboutirait à des gains de bien-être équivalant à 1,37% du PIB annuel dans les pays en développement et à 0,37% dans les pays développés. Si les droits de douane étaient éliminés, plus de la moitié des avantages iraient aux pays en développement (OCDE, 2004). Les régimes douaniers plus efficaces pourraient entraîner une augmentation de 2% à 3% du PIB par habitant dans la zone OCDE. Ce constat nous conduit à demander quel est l'effet joint de la politique commerciale et de la corruption sur la croissance économique au Bénin ? Cet article a pour objectif général d'analyser les effets de la politique commerciale et de la corruption sur la croissance économique au Bénin. Ce papier contribue à mettre en exergue le rôle de la corruption sur la relation entre la politique commerciale et la croissance économique au Bénin. La suite de l'article est organisée comme suit. La deuxième session aborde la revue de littérature, la troisième session traite de l'approche méthodologique et l'avant dernière session expose l'analyse des résultats et la dernière session expose la conclusion.

2. Revue de littérature

2.1. Politique commerciale et corruption

La littérature économique existante sur la relation entre la politique commerciale et la corruption se concentre sur les relations linéaires et non linéaires des effets interactifs du commerce sur la corruption (Majeed, 2014). Le commerce induit l'augmentation de la corruption dans une spécification linéaire alors que son effet sur la corruption diminue dans une spécification non linéaire. Certains auteurs mettent l'accent sur l'existence d'un effet négatif de l'ouverture économique sur la corruption (Krueger, 1974 ; Ades et Di Tella, 1999 ; Wei et Shleifer, 2000 ; Gatti, 1999). Par contre d'autres études soulignent une relation positive entre le commerce et la corruption. Treisman (2000) affirme que les risques de corruption vont probablement augmenter en présence de la libéralisation du commerce.

Kueger (1974), Bhagwati et Srinivasan (1980) et Bhagwati (1982) développent le premier mécanisme qui met l'accent sur la recherche de rente pour construire les bases théoriques du lien entre le commerce et la corruption. Dans l'économie de marché, les restrictions gouvernementales sur les activités économiques génèrent des dysfonctionnements institutionnels sous différentes formes telles que la corruption, la contrebande et le marché noir. Seuls les bureaucrates disposent d'un pouvoir discrétionnaire pour bénéficier des avantages illégitimes en réclamant les pots-de-vin dans l'exercice de leur mission.

Les restrictions quantitatives à l'importation par opposition aux droits de douane, les contingents et autres autorisations officielles d'importation confèrent des pouvoirs monopolistiques aux importateurs légaux et génèrent des opportunités de rente. Les agents peuvent légalement chercher illégalement des activités de recherches de rente telle que la corruption pour exploiter ces opportunités. Ainsi, Dutt et Traca (2009) déclinent un modèle qui met en évidence l'effet de la corruption dans l'activité douanière sur les transactions bilatérales.

Krueger (1974) montre que les activités de recherche de rente engendrent un écart entre les coûts sociaux et privés et oblige l'économie à fonctionner à un niveau sous optimal. Gatti (1999) a décrit deux effets d'une politique tournée vers l'intérieur sur la corruption. Le premier effet s'intéresse aux distorsions directes des politiques. Ces politiques impliquent que les obstacles au libre-échange incitent les agents privés à corrompre les fonctionnaires. Le deuxième aborde l'effet de la concurrence étrangère. Cette concurrence implique de fortes restrictions au libre-échange, diminue la concurrence entre entreprises nationales et étrangères, et laisse des marges de manœuvre pour la corruption.

Ades et Di Tella (1999), fournissent de nouvelles informations sur la recherche de rente de corruption. Ils donnent la preuve que la structure du marché détermine l'intensité de la corruption dans une économie. Ils soutiennent que la variation de la structure du marché due au changement de la concurrence engendre des effets ambigus sur la corruption et la détermination de cet impact reste un problème empirique. D'une

part, les niveaux moins élevés de concurrence offrent des possibilités aux bureaucrates d'extraire plus de pots-de-vin aux entreprises qu'ils contrôlent. En effet, il est optimal pour la société d'éviter la corruption et d'augmenter la responsabilité et la surveillance de sa bureaucratie.

La corruption est plus élevée dans les pays où les entreprises nationales sont moins exposées à la concurrence étrangère et dont les exportations sont concentrées (Majeed, 2014).

Wei et Shleifer, (2000) proposent une autre alternative pour expliquer la relation entre le commerce et la corruption en intégrant dans l'analyse des coûts et des avantages du contrôle gouvernementale. La qualité des institutions et leur capacité à lutter contre la corruption dépendent des ressources allouées par le pays. Une nation investit plus pour améliorer la qualité de ses institutions publiques lorsque les avantages dépassent les coûts. Les investisseurs et les commerçants internationaux peuvent enlever leurs entreprises des pays où la corruption et la mauvaise gouvernance entravent les échanges commerciaux.

Une économie exposée aux marchés internationaux alloue davantage de ressources à la construction de bonne institution pour aboutir à un niveau de corruption relativement faible. Torrez (2002) examine le lien entre la corruption et la politique commerciale pour tester l'idée selon laquelle la politique commerciale restrictive déplace les activités productives vers la recherche de rente. L'augmentation des importations de différents biens augmente le volume de pot-de-vin pour les fonctionnaires de la douane et augmente ainsi les incitations à la recherche de pots-de-vin.

L'ouverture commerciale peut également générer de nouvelles opportunités de corruption. Tanzi (1998) rapporte que la libéralisation du commerce crée de nouvelles opportunités de corruption en termes de pots-de-vin. Elle permet d'obtenir des contrats avec des étrangers et un accès privilégié aux marchés avec des avantages spécifiques tels que les incitations fiscales.

2.2. Politique commerciale et croissance économique

Le concept de la politique commerciale remonte à l'époque du mercantilisme. Mais Smith (1776) et Ricardo (1817) sont les auteurs pionniers qui ont insisté sur l'importance de la politique commerciale dans l'économie des nations. Déjà dès le 18^{ème} siècle, Smith (1776) affirmait que la spécialisation des pays conduisait à la croissance économique des participants à l'échange et par conséquent au bien-être mondial. Ricardo (1817), par sa théorie des avantages comparatifs, a démontré que plus un pays était ouvert, plus cela lui permettait de réorienter ses ressources rares vers des secteurs plus efficents et d'améliorer son bien-être. Le rôle moteur de la politique commerciale sur la croissance économique constitue le principal message des théoriciens classiques et néo-classiques. Cependant, le rôle de la politique commerciale dans la croissance économique a été perçu de façon différente selon les courants de pensées économiques. L'analyse traditionnelle du commerce international apporte une réponse affirmative sans équivoque à la question de savoir si la politique de libre-échange constitue le moteur de la croissance économique. Leur conclusion aboutit à

«l'optimalité» du libre-échange et constitue ainsi un plaidoyer pour un commerce mondial sans entrave.

Plus tard, Grossman et Helpman (1991), et Romer (1993), avançaient l'idée que les pays qui sont plus ouverts ont une grande capacité à acquérir les technologies de pointe du reste du monde. Sjoholm (1999), se trouve dans la même logique et confirme que la participation au commerce international est importante pour accroître la productivité grâce à l'utilisation des économies d'échelle. De même, une croissance économique forte et durable, généralement en conjonction avec une plus grande ouverture commerciale est l'objectif central de la politique commerciale (Kim et Lin, 2008).

De plus, Chang, Kaltani et Loayza (2009), de leur côté soulignent que l'ouverture commerciale favorise l'allocation optimal des ressources et encourage la concurrence sur les marchés. Le point de vue classique est également soutenu par Yassar et Morrison-Paul (2007). Ils avancent l'idée que la croissance économique peut être affectée par les liens de commerce international, de transfert de technologie et de mesures mises en place par les nations pour le contrôle les échanges.

L'analyse classique établit un lien entre la politique commerciale et la croissance économique. Cette analyse s'appuie sur l'hypothèse que la politique de libre échange est un moyen efficace pour amorcer la croissance économique. Cependant, ce lien univoque entre la politique commerciale et la croissance économique semble être au regard des faits, plus que douteux. En effet, Bairoch (1993), soutient que la croissance économique favorise le commerce international et relègue l'idée du rôle moteur du commerce international sur la croissance au rang d'un « mythe ». De cette analyse Bairoch (1993) révèle qu'il existe une coïncidence du protectionnisme et l'expansion commerciale avec la croissance économique. D'autre part, l'application d'une politique de libre-échange ne conduit pas nécessairement à une croissance économique.

Les nouvelles théories du commerce international montrent que les bénéfices issus de l'ouverture peuvent s'accompagner, en situation d'imperfections du marché, d'une répartition inégalitaire entre pays et même de pertes nettes. Cette intervention peut consister en une protection sous la forme de barrière tarifaire ou d'une subvention aux entreprises exportatrices. Contrairement à la théorie néo-classique qui propose des politiques d'intervention pour corriger les imperfections du marché. Les nouvelles théories prônent la mise en place d'une politique commerciale stratégique pour maximiser les gains à l'échange (Athanasia, 2013).

L'étude de la relation entre commerce international et croissance économique est enrichie par la théorie de la croissance endogène. Cette théorie introduit dans l'analyse le rôle du progrès technique et des biens intermédiaires. Cette théorie permet, selon Edwards (1993), d'établir un équilibre à long terme entre libéralisation commerciale et croissance économique. Plus précisément, les modèles de croissance endogène permettent d'avoir une nouvelle vision de problèmes traditionnels relatifs à la spécialisation internationale, aux avantages comparatifs, aux flux d'échange internationaux ainsi que leurs conséquences sur les modes de production nationaux.

Affirmant la spécificité de chaque économie à s'insérer dans l'économie mondiale, Kalecki (1929) considère que l'ouverture commerciale n'est pas automatiquement favorable à la croissance économique. Rodrik et Rodriguez (2001), adopte une position voisine en relativisant l'existence systématique des gains liés à l'ouverture commerciale.

Le point de vue qui paraît faire l'unanimité dans les travaux plus récents est que même si l'ouverture semble avoir, en moyenne, un effet plutôt bénéfique sur la croissance. Cet effet varie considérablement d'un pays à l'autre et dépend d'un ensemble de conditions liées à la structure de l'économie et à ses institutions.

Dans ce premier cas, les études empiriques ont prouvé que l'effet de la politique commerciale sur la croissance économique est positif. En effet, sur 44 pays en développement, Mohsen et *al.* (2002) ont testé la relation de court et de long terme entre une politique commerciale qui vise à augmenter le volume des exportations et la croissance économique par une approche des techniques de cointégration de Johansen (1995). Les résultats suggèrent que les effets de court terme sont transmis à long terme dans 60% des pays dans lesquels l'hypothèse que la croissance des exportations conduit à la croissance économique et dans 40% de pays où l'hypothèse que la croissance de la production améliore les exportations est confirmée.

Par ailleurs, Yanikkaya (2003) a montré qu'une politique commerciale visant à instaurer des barrières a un effet positif et significatif sur la croissance économique, spécialement pour les pays en voie de développement.

Par contre, les travaux empiriques ayant abouti sur un effet négatif de la politique commerciale sur la croissance économique paraissent isoler et peu nombreux. Myrdal (1957), montre qu'une politique commerciale qui mettrait l'accent sur les échanges commerciaux entre les pays conduit à une détérioration des termes commerciaux, en augmentant des différences entre eux. De son point de vue, les exportations des pays sous-développés sont principalement des produits primaires. Lesquels sont sujets d'une excessive fluctuation de leurs prix et présentent aussi une demande inélastique dans les marchés d'exportation.

D'autres travaux ont abouti sur des résultats mitigés, ces études ont montré que l'effet de la politique commerciale sur la croissance économique n'est pas automatique. Ainsi, Gries et Redlin (2012) montrent avec un modèle Panel-MEC appliqué sur 158 pays une causalité positive et significative de l'ouverture commerciale à la croissance économique et vice versa. L'intégration internationale est une stratégie bénéfique de croissance économique dans le long terme. Mais, d'une part, il ressort un ajustement négatif à court terme et suggère que l'ouverture serait douloureuse pour les économies subissant ces ajustements. D'autre part, bien que l'effet à long terme reste majoritairement positif et significatif, l'ajustement à court terme devient positif lorsque le niveau de revenu augmente. Ce résultat suggère que les différentes structures commerciales dans les pays à faible revenu et à revenu élevé ont des effets différents sur la croissance économique (Malhotra, 2004).

Didier et Pinat (2017) estiment que la politique d'ouverture commerciale avec le pôle de croissance mondiale conduit aux grands excédents de croissance plutôt que le commerce avec d'autres partenaires commerciaux.

Aussi, cette relation est renforcée quand le pays et ses principaux partenaires du pôle commercialisent les produits similaires de haute qualité. En utilisant une régression double moindre carrée, ils montrent que le commerce a un effet significatif sur le revenu et que certains canaux de transmission sont plus bénéfiques que d'autres. Mankiw et *al.* (1992) utilisent le modèle de croissance néo-classique augmenté et atteste l'existence d'une relation entre l'ouverture commerciale et la croissance. Ulasan (2012) conclut à partir d'une régression linéaire que le ratio entre le volume du commerce et le PIB est positivement et significativement associé avec la croissance économique. Il stipule ainsi que sans la construction de bonnes institutions, le maintien de la gestion des conflits sur la dimension ethnolinguistique et des politiques fiscales stables, la politique commerciale ne garantira pas la croissance économique.

2.3. Croissance économique et corruption

La littérature suggère que la qualité des institutions est cruciale pour créer une croissance économique (Nyström, 2008). Le rôle majeur que joue la gouvernance dans la compétitivité des économies se reflète dans l'environnement institutionnel (Kubickova, 2017). L'environnement institutionnel d'une nation est un facteur déterminant de la croissance économique (North, 1990). De même les institutions économiques saines encouragent les actions productives et découragent les comportements de corruption. Kubickova (2017) soutient l'idée selon laquelle une augmentation du niveau de la corruption a un effet positif sur la compétitivité des nations. Car la corruption est un moyen de faciliter dans les pays caractérisés par une bureaucratie lente et un protectionnisme élevé d'accélérer les procédures ou à dépasser les obstacles administratifs (Lavallée, 2006). Par contre Mauro (1995) atteste que la corruption est négativement associée à la croissance à travers l'investissement.

Dans le rang des auteurs qui soutiennent l'effet positif de la corruption sur la croissance, figure la contribution de Leff (1964), qui considère que la corruption est la graisse qui fait fonctionner les roues bureaucratiques. La politique commerciale est caractérisée par des distorsions causées par la défaillance des institutions. La corruption est nécessaire pour réduire les rigidités qui contraignent la croissance économique et réduire l'investissement en particulier pour les pays en voie de développement.

Les difficultés d'une décision d'investir d'une entreprise peuvent provenir d'un environnement économique et politique tels que le comportement inconnu et irrationnel du gouvernement. La corruption pourrait réduire l'incertitude et augmenter l'investissement, car les pots-de-vin devraient permettre à l'entreprise de contrôler et d'affecter la décision des agents publics. Dans le même ordre d'idée, Lui (1985) suggère un modèle de corruption dans lequel la décision de payer des pots-de-vin par les citoyens pourrait atteindre un équilibre social. Si l'usager tient compte de la valeur temporelle et du coût d'opportunité, leur décision pourrait conduire au point social optimal en raison de la minimisation des coûts d'attente (Ngoc et *al.*, 2018).

Compte tenu de la décision de corrompre, les bureaucrates pourraient améliorer leur efficacité et prendre des décisions pour accélérer les procédures administratives. De même, Beck et Maher (1986) ayant une vision moins extrême de l'effet positif de la corruption, ont constaté qu'il existe une différence entre la corruption et le modèle d'appel d'offres concurrentiel. Le producteur qui fabrique le même bien à faible coût, est en mesure de payer le pot-de-vin le plus élevé. La corruption peut ainsi améliorer l'efficacité en fournissant les projets aux entreprises les plus performantes.

Dans le même ordre d'idée, Acemoglu et Verdier (1998) ont montré que l'application des droits de propriété par l'autorité publique est la condition nécessaire de la création de la richesse.

La corruption est un fléau coûteux pour les particuliers, les entreprises, les organisations et le secteur public (Rotberg, 2019). Les enquêtes qui tentent de capturer les montants de pots-de-vin que les entreprises doivent payées en pourcentages de leurs ventes ne rendent compte que d'une partie des coûts cachés qu'elles supportent (Mungiu-Pippidi et Dadasov, 2016). Elles ignorent les effets néfastes de la corruption sur l'efficacité de la politique commerciale et sur les consommateurs les plus vulnérables (Ngoc et al., 2018).

D'autres auteurs s'opposent à l'école de pensée qui soutient que la corruption améliore l'efficacité et démontrent que les hypothèses qui soutiennent l'impact positif de la corruption reposent sur des hypothèses faibles et problématiques. La corruption freine le fonctionnement normal de l'administration publique et se comporte comme du sable dans les roues de la bureaucratie. En effet, cette approche soutient que l'efficacité des bureaucrates augmente leur productivité et promeut la croissance économique. Mais Tanzi (1998) affirme que les rigidités ne sont pas le fait de la société, mais sont créées par les agents publics. Car la mise en place de barrières peut attirer plus de pots-de-vin.

Myrdal (1968) a également indiqué en situation de corruption, au lieu d'accélérer les procédures administratives, les agents publics maintiendraient les rigidités afin de recevoir plus de paiements indus. Kaufmann et Wei (1999), les entreprises dépenseront probablement plus de temps de négociation avec les fonctionnaires, entraînant une augmentation du coût de capital. Contrairement à Beck et Maher (1986), les entreprises qui versent les pots-de-vin les plus élevés ne sont peut-être pas les plus favorisées économiquement (Tanzi, 1998). Murphy et al. (1991) ont constaté qu'en raison de la corruption, les agents vont probablement passer de la recherche de rente productive à la recherche de rente improductive. La corruption qui en résulte entraîne la réallocation de l'emploi vers le point inférieur à l'optimum et nuirait au capital humain et par conséquent à la croissance économique.

3. Approche méthodologique

3.1. Modèle théorique et méthode d'estimation

Le cadre d'analyse est inspiré des travaux de Nerlove (1958) et de Harvey (1981) qui ont utilisé dans leurs travaux un modèle autorégressif à retards échelonnés qui intègre les décisions de production y_t qui dépendent du prix passé x_{t-i} .

$$y_t = \mu + \sum_{i=1}^s \beta_i x_{t-i} + \varepsilon_t \quad (1)$$

Les coefficients β_i sont les paramètres à estimer. Ils déterminent la façon dont y_t va répondre à un changement dans x_t , ε_t sont des bruits blancs gaussiens. Ce type de spécification se heurte à un problème de multicolinéarité et la structure des retards échelonnés rationnels introduits par Griliches (1967) permet de diminuer le nombre de paramètres à estimer et rend le modèle extrêmement souple et simple suivant cette forme :

$$y_t = \mu + \alpha y_{t-1} + \beta x_t + \varepsilon_t \quad (2)$$

ε_t est un bruit blanc et $|\alpha| < 1$ une condition de stationnarité.

Nous cherchons à analyser les effets de la politique commerciale et la corruption sur la croissance économique au Bénin sur la période de 1985-2018. Le choix de cette période est conditionné par la disponibilité des données. Dans le cadre des inférences économétriques nous utilisons le modèle vectoriel à correction d'erreur (MVEC). L'idée d'utiliser la méthode de cointégration en système (MVEC) de Johansen (1995) permet l'estimation du modèle à correction d'erreur avec plusieurs vecteurs de cointégration, pour capturer des interactions dynamiques. Cette technique diffère de celle de Engle et Granger qui estime seulement une relation de cointégration et qui fait l'hypothèse d'exogénéité faible. Ne pas contrôler l'exogénéité peut entraîner le risque d'obtenir des résultats biaisés (Saha et al., 2016 ; Gloria et Vaillancourt, 2012 ; Wooldridge, 2009). Partant des travaux de Didier et Pinat (2017) et Ulasan (2012), nous adoptons le modèle économétrique suivant :

$$tcrois_t = \alpha_0 + \alpha_1 lipc_t + \alpha_2 ltdd_t + \alpha_3 louv_t + \alpha_4 lsub_t + \mu_t \quad (3)$$

où

$tcrois_t$: le taux de croissance ;

$lipc_t$: le logarithme de l'indice de perception de la corruption ;

$ltdd_t$: le logarithme du taux de droits de douane ;

$louv_t$: le logarithme de l'ouverture commerciale approximée par l'ensemble des exportations rapporté au PIB ;

$lsub_t$: le logarithme des subventions ;

μ_t : le terme d'erreur.

3.2. Données et choix de variables utilisées

Dans cette spécification, la variable dépendante représente le taux de croissance du PIB. Comme variables de contrôle, nous prenons en considération dans cette même matrice de variables explicatives telles que les taux de droits de douane (tdd) pour capter l'effet de la politique commerciale. L'ouverture économique (ouv) est utilisée dans ce travail pour traduire les effets de la politique commerciale nationale sur les partenaires commerciaux. Ces données sont secondaires et proviennent de la base WDI de la Banque Mondiale. Les subventions aux productions abrégées par (sub) traduisent les différents appuis aux producteurs de biens et services devant faire l'objet de transactions commerciales. Elles proviennent de la base de données de la BCEAO. La corruption est approximée par de l'indice de perception de la corruption (ipc) qui provient de la base de Transparency International.

4. Analyse et interprétations de résultats

Cette partie de l'article expose les différents résultats notamment le résumé descriptif des variables de l'étude, et les résultats de l'estimation économétrique.

Tableau 1 : Statistiques sommaires des variables

Variables	tcrois	louv	lsub	lipc	ltdd
Moyenne	4,068	4,002	23,260	1,137	2,484
Median	4,225	4,034	21,929	1,098	2,484
Maximum	8,976	4,306	25,675	1,360	2,498
Minimum	-2,854	3,645	21,929	0,916	2,478
Ecart-type	2,365	0,140	1,769	0,118	0,005

Source : auteur.

La variable $tcrois_t$ dispose la plus petite valeur minimale et la variable $lsub_t$ dispose la valeur maximale la plus élevée. La matrice de variances-covariances spécifiée ci-dessous rapporte que les variables sont corrélées. Le tableau de corrélation affiche une corrélation négative entre les couples de variables $tcrois_t$ et $ltdd_t$; $tcrois_t$ et $lipc_t$ avec pour valeurs respectives -0,151 et -0,024. et une corrélation positive entre les couples de $louv_t$ et $lipc_t$; tdd_t et $lipc_t$. $tcrois_t$ et $lsub_t$ dont les valeurs sont respectivement de 0,109 ; 0,176 et 0,049.

Tableau 2 : Matrice des variances-covariances

Variables	lipc	louv	lsub	ltdd	tcrois
lipc	1,000	0,190	0,709	0,318	-0,024
louv	0,190	1,000	0,325	0,145	0,491
lsub	0,709	0,325	1,000	0,053	0,049
ltdd	0,318	0,145	0,053	1,000	-0,151
tcrois	-0,024	0,491	0,049	-0,151	1,000

Source : auteur.

Toutefois, les corrélations entre les différentes variables sont faibles pour causer des problèmes de multicolinéarité. Ensuite, nous réalisons le test de stationnarité sur les différentes variables de notre travail.

Tableau 3 : Résultat du test de racine unitaire

Variables	tcrois	ltdd	lipc	louv	lsub
ADF test	-6,113 (-2,960)	-2,932 (-2,991)	-8,355 (-2,963)	-6,102 (-2,960)	-5,223 (-2,960)
Ordre d'intégration	I(0)	I(1)	I(1)	I(1)	I(1)

Source : auteur.

En effectuant les tests usuels de racine unitaire (Dickey-Fuller), on conclut que la première variable est la combinaison d'une tendance déterministe et d'une tendance stochastique, que le glissement annuel de la variable $tcrois_t$ est stationnaire en niveau I(0). De même, les variables $ltdd_t$; $lipc_t$; $louv_t$ et $lsub_t$ sont stationnaires en différence première sur l'ensemble de la période.

Tableau 4 : Résultat du test de coïntégration

Hypothèse	Valeur propre	Trace Statistic	Valeur critique (5%)	Probabilité
Aucune	0,531	44,202	47,856	0,105
Au plus une	0,309	21,455	29,797	0,329
Au plus deux	0,194	10,365	15,494	0,253
Au plus trois *	0,121	3,872	3,841	0,049

Source : auteur.

Les résultats du tableau n°4 illustrent l'analyse multivariée du rang de coïntégration selon la méthodologie de Johansen (1995). On conclut qu'il y a trois relations de coïntégration. Par conséquent on postule une représentation de modèle vectoriel à correction d'erreur. En ce qui concerne l'ordre du modèle VEC, l'ordre retenu repose sur les critères de Akaike (AIC) et de Schwarz (SC) et celui de Hannan et Quinn (HQ).

Tableau 5 : Retard optimal

Lag	AIC	SC	HQ
0	-6,175	-5,984	-6,117
1	-7,240*	-6,289*	-6,949*
2	-6,501	-4,788	-5,977
3	-6,320	-3,845	-5,563
4	-7,239	-4,003	-6,250

Source : auteur.

D'après les résultats du tableau n°5, le retard optimal $P = 1$ est celui qui minimise conjointement les différents critères retenus précédemment.

Tableau 6 : Résultat d'estimation du modèle de court terme

Le tableau suivant nous renseigne sur les résultats du modèle de la dynamique de court terme.

Estimation du MVEC : Croissance économique	
tcrois(-1)	1,000
lipc (-1)	-328,157*** [-6,486]
louv (-1)	-6,624 [-0,269]
lsub (-1)	16,343*** [5,534]
ltdd (-1)	-2398,718*** [2,758]
c	-5943,095

[.] : t de Student. *, **, *** significatif respectivement à 10% 5% et 1%. **Source : auteur.**

Nous obtenons un MVEC d'ordre 1, et un grand nombre de coefficients associés aux termes retardés ne sont pas significativement différents de 0 puisque la valeur t de Student de ces coefficients est inférieure en valeur absolue à la valeur critique lue dans la table de Student pour un seuil $\alpha = 5\%$ soit 1,96. Ainsi, pour l'équation du taux de croissance du PIB approximé par $tcrois_t$, les coefficients estimés des variables $ltdd_t(-1)$ et $lipc_t(-1)$ et $lsub_t(-1)$ sont significativement différents de 0 dans la dynamique du court terme.

Ces résultats montrent que la corruption a une influence négative et significative sur la croissance économique à court terme au Bénin. Ce résultat s'explique par le fait que la corruption des agents publics déforme la réalisation des objectifs de la politique commerciale. Les fonctionnaires détournent les fonds publics devant servir à construire les infrastructures d'utilité publique, dont l'utilisation faciliterait les transactions commerciales pour la création de la richesse, à des fins strictement privées. Ce processus ralentie le rythme de l'activité commerciale et occasionne la baisse de la croissance économique. De même, le contrat de corruption entre les fonctionnaires et les agents commerciaux occasionne les transferts de pots-de-vin et contribue à détourner le financement dédié aux équipements de production. Ce détournement du financement public engendre la baisse du volume de production. Ce résultat confirme la relation négative entre la corruption et la croissance économique démontrée par les travaux de Mauro (1995), Tanzi (1998) et Dridi (2013).

De même, les subventions à la production agissent positivement et significativement sur la croissance économique au Bénin. En effet, les subventions aux producteurs visent à soutenir l'augmentation du niveau de production nationale et contribuent ainsi à l'augmentation des exportations. L'effet positif des subventions à la production sur la croissance économique s'explique par le fait que les politiques de lutte contre la corruption des agents publics contribuent à la hausse des recettes fiscales et contribue à

la hausse des fonds dédiés au financement de la production agricole. Cet effet positif des subventions au producteur encourage les producteurs à revenu relativement faible. Leur permet d'acheter davantage les intrants et les fertilisants agricoles pour améliorer leur niveau de production. Ce résultat contraste celui obtenu par Sado et *al.* (2010) qui stipule que les subventions ont un effet négatif sur la croissance économique parce que les agents publics détournent les subventions pour d'autres fins strictement privées en affectant le déficit public. Ce comportement de corruption des bureaucrates entache l'efficacité des institutions publiques et entrave la gestion optimale des fonds alloués aux producteurs en termes de subvention. Il dégrade les conditions de production et tire à la baisse la croissance économique. La faible qualité des institutions juridiques et la corruption constituent des entraves majeures aux flux des échanges commerciaux (Avom et Fankem, 2014).

Les résultats d'estimation montrent également que les taux de droits de douane ont un effet négatif sur la croissance économique au Bénin. En effet, le signe négatif du coefficient estimé de la variable « taux des droits de douane » montre que les politiques commerciales marquées par l'augmentation des droits de douane ont un effet négatif sur la croissance de l'économie. Ce résultat rejoint ceux de Tanzi et Davoodi (2000) et Chu (1990) qui mettent l'accent sur les conséquences probables d'une hausse excessive des taux des droits de douane. En effet, une hausse des taux des droits de douane conduit à une baisse du volume de production puisque qu'elle occasionne la fraude fiscale et le développement des comportements de corruption. Ces comportements de corruption se traduisent par la dissimulation de la valeur réelle des transactions économiques légales dans le but de contourner les charges fiscales et le transfert des ressources publiques en de pots-de-vin au profit des agents publics en charge de la politique commerciale. Ce détournement constitue un manque à gagner pour l'Etat qui se trouve dans l'incapacité de mobiliser les ressources publiques pour financer la production. De plus, lorsque la production nationale n'est pas suffisamment soutenue pour faciliter les exportations, cette hausse des tarifs douaniers entraîne une baisse du volume commercial et une baisse de la croissance économique.

5. Conclusion

La politique commerciale et ses instruments tels que les barrières tarifaires et non tarifaires participent à la croissance économique d'une nation. Cependant, pour Krugman (2018), l'examen de quelques exemples majeurs de politique commerciale n'est pas encourageant en ce qui concerne la capacité des gouvernements de bien cibler les industries. Cette défaillance de la gouvernance fait le lit à la corruption. La corruption n'est pas appréciée pour ses effets néfastes sur la croissance économique et le développement (Majeed, 2014). Elle inhibe la fourniture de services publics, augmente les inégalités et étouffe l'investissement (Mauro, 1995). Par contre, plusieurs auteurs ont soutenu que la corruption pourrait faciliter la croissance économique.

L'objectif de cet article est d'analyser les effets de la politique commerciale et de la corruption sur la croissance économique au Bénin. L'estimation du modèle vectoriel à correction d'erreur révèle qu'à court terme les taux des droits de douane ont un effet négatif sur la croissance économique alors que les subventions à la production agissent

positivement sur la croissance de l'économie. De même la corruption a une influence négative sur la croissance économique. De ces résultats, il est profitable à l'Etat de réviser le niveau du taux des droits de douane afin de redynamiser ce secteur et de rendre plus performant la politique des subventions à la production. Il urge de mettre en place des mécanismes de surveillance afin de punir les comportements de corruption des bureaucrates et mettre en place les incitations nécessaires pour contrôler ces comportements.

6. Références bibliographiques

- Abdella, A. B., Naghavi, N., Chan Yin Fah, B. (2018). The effect of corruption, trade openness and political stability on foreign direct investment: Empirical evidence from BRIC countries, *International Journal of Advanced and Applied Sciences*, 5(3), 32-38.
- Acemoglu, D., Verdier, T. (1998). Property rights, corruption and the allocation of talent : a general equilibrium approach, *Economic Journal*, 108 (405), 1381-1403.
- Ades, A., Di Tella, R. (1999). Rente, competition and corruption, *American Economic Review*, 982-993.
- Alesina, A., Ardagna, S., Nicoletti, S., Schiantarelli, F. (2003). Regulation and investment. *Working paper n° 9560*. National Bureau of Economic Research.
- Athanasia, S. (2013). Exports and Economics growth in the United Arab Emirates (1980-2010), *RIBM*, Doctoral Symposium.
- Avom, D., Fankem, G.S.G. (2014). Qualité du cadre juridique, corruption et commerce international : le cas de la CEMAC, *Revue d'Economie Politique*, 2014/1, vol. 124, pp.101 à 128.
- BAD (2019). Annuaire des statistiques pour l'Afrique, édition 2019. <http://financialafrik.com>.
- Bairoch, P. (1993). Le Tiers-Monde dans l'impasse : Le démarrage économique du XVIII^e au XX^e siècle, Gallimard (« Idées-NRF »), 372p.
- Beck, P.J., Maher, M.W. (1986). A comparaison of bribery an bidding in thin markets, *Economics Letters*, 20(1), 1-5.
- Bhagwati, J.N. (1982). Directly unproductive, profit-seeking (DUP) activites, *The Journal of Political Economy*, 90 (5), 988-1002.
- Bhagwati, J.N., Srinivasan, T.N. (1980). Revenue seeking: a generalization of the theory of tariffs, *The Journal of Political Economy*, 88 (6), 1069-1087.
- Chang, R., Kaltani L., Loayza, N.V. (2009). Openness can be good for growth : The role of policy complementarities, *Journal of Development Economics*, 90(1), 33-49.

- Chu, C.Y.C. (1990). A model of income tax evasion with venal tax officials, *Public Finance*, vol.45, pp. 392-408.
- Didier, T., Pinat, M. (2017). The nature of trade and growth linkages. *World Bank Policy Research Working paper 9168, World Bank, Washington, DC.*
- Dreher, A., Herzfeld, T. (2005). Les coûts économiques de la corruption, une nouvelle enquête et nouvelle preuve, *Economie Publique*, 506001.
- Dridi, M. (2013). Corruption and economic growth: The transmission channels, *Journal of Business Studies Quarterly*, 4(4), 121-152
- Dutt, P., Traca, D.A. (2009). Corruption and bilateral trade flows: extortion or evasion, *The review of economics and statistics*, 84(2), 342-352.
- Edwards, S. (1993). Openness, trade liberalization and growth in developing countries. *Journal of Economic Literature*, 31(3), 1358-93.
- Fortin, J.-F. (2005). Analyse de la politique commerciale : état des travaux théoriques, *Études internationales*, 36(3), 339–360.
- Gatti, R. (1999). Corruption and trade tariffs, or a case for uniform tariffs, *Policy Research Working Paper Series 2216*, Banque mondiale.
- Gloria, M., Vaillancourt, F. (2012). Les déterminants macroéconomiques de l'épargne québécoise et canadienne-une étude économétrique, *CIRANO*, 2012RP-01.
- Gries, T., Redlin, M. (2012). Trade openness and economic growth : a panel causality analysis, University of Paderborn, Germany.
- Griliches, Z. (1967). Distributed lags : a survey, *Econometrica*, 35, 16-49.
- Grossman, G. M., Helpman, E. (1991). Innovation and Growth in the Global Economy. Cambridge, MA : MIT Press.
- Harvey, A.C. (1981). The econometric analysis of time series, Philip Allan, Oxford.
- Johansen, S. (1995). Likelihood-Based Inference in Cointegrated Vector Autoregressive Models, Oxford University Press, Oxford.
- Kalecki, M. (1929). On activating the Balance of Trade, In Collected Works of Michal Kalecki Vol. I, ed. Osiatynsky Jerzy, pp.15-20. Oxford : Oxford University Press, 1990.
- Kaufmann, D., Wei, S.J. (1999). Does grease money speed up the wheels of commerce? n° w7093, *National Bureau of Economic Research*.
- Kaufmann, D., (2005), Myths and Realities of Governance and Corruption, Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=829244> http : //dx.doi.org/10.2139/ssrn.829244.
- Khandaker, S., Sharmin, R. (2015). The determinant of foreign direct investments, evidence from Bangladesh, *Global Review of Accounting and Finance*, 6 (2): 82-97.

- Kim, D. H., Lin, S. C. (2008). Trade and growth at different stages of economic development, *Journal of Development Studies*, 45(8) : 1211-1224.
- Kubickova, M. (2017). The impact of government policies on destination competitiveness in developing economies. *Current Issues in Tourism*, 1-24.
- Krueger, A.O. (1974). The political economy of the rent-seeking society, *The American Economic Review*, 64 (3), 291-303.
- Krugman, P. (2018). Corruption hits the small time, *New York Times*.
- Lavallée, E., Razafindrakoto, M., Roubaud, F. (2010), Ce qui engendre la corruption : une analyse microéconomique sur données africaines, De Boeck Supérieur, *Revue d'économie du développement*, 3 (18), 5-47.
- Lavallée E. (2006), Corruption et confiance dans les institutions politiques : test des théories fonctionnalistes dans les démocraties africaines, *Afrique contemporaine*, 4 (220), 163-190. DOI : 10.3917/afco.220.0163.
- Leff, N. H., (1964), Economic development through bureaucratic corruption, *American Behavioral Scientist*, n°8 : 8-14.
- Leys, C. (1964). What is the problem about corruption, *The Journal of Modern African Studies*, 3(2), 215-230.
- Lui, F.T. (1985). An equilibrium queuing model of bribery, *The Journal of Political Economy*, Vol. 93, issue 4, 760-781.
- Majeed, M.T. (2014). Corruption and trade, *Journal of Economic Integration*, 29(4), 759-782.
- Malhotra, K. (2004). Will a trade and investment link in the global trade regime be good for human development? *The European Journal of Development Research*, 16(3) : 716-736.
- Mankiw, N.G., Romer, D., Weil, D.N. (1972). A contribution to the empirics of economic growth, *Quarterly Journal of Economics*, 107(2) : 407-437.
- Mauro, P., (1995), Corruption and Growth, *Quarterly Journal of Economics*, 110, n°3: PP.681-712.
- Mohsen, B-O., Chi Wing, Ng R. (2002). Long-run demand for money in Honk Kong, An application of the ARDL Model, *International Journal of Business and Economics*, Vol.1, n°2, pp.147-155.
- Mungiu-Pippidi, A., Dadasov, R. (2016). Measuring control of corruption by a New Index of public integrity, European Research Centre for Ant-corruption and State Building, Working paper.
- Murphy, K.M., Shleifer, A., Vishny, R.W. (1991). The allocation of talent: implications for growth, *The Quarterly Journal of Economics*, 106 (2), 503-530.

- Myrdal, G. (1957). *Economic Theory and Under developed Regions*, London: *University Paperbacks*, Methuen.
- Myrdal, G. (1968). *Asian drama, an inquiry into the poverty of nations*, New York, Pantheon ed., 1968, 3t., 2284p.
- Nerlove, M. (1958). *The dynamic of supply: estimation of famers response to price*, Baltimore.
- Ngoc, A. N., Ngoc-Minh, N., Tran-Nam, B. (2018). Corruption and economic growth, with a focus on Vietnam, *MPRA Paper No. 84728*, Development and Policies Research Center.
- North, D. (1990). Institutions, institutional change and economic performance, Cambridge : *Cambridge University Press*.
- Nyström, K. (2008). The institutions of economic freedom and entrepreneurship: evidence from panel data, *Public Choice*, 136 : 269-282.
- O'Rourke, K. H. (2000). Tarrifs and growth in the late 19th Century, *The Economic Journal*, vol.110, pp. 456-483.
- OCDE, (2004). Protectionnisme ? Tarifs douaniers et autres barrières aux échanges, *les essentiels de l'OCDE* : le commerce international.
- OCDE, (2016). Forum sur l'intégrité, éliminer les obstacles non-tarifaires : le commerce international sans corruption, *Centre de conférence de l'OCDE*, Paris, France.
- Pastor, R. A. (1980). *Congress and the Making of Foreign Economic Policy*, 1929-1976, Berkeley, University of California Press, 1980, p. 9.
- Ricardo, D. (1817). *The principles of Political Economy and taxation*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Rodrik, D., Rodriguez, F. (2001). Trade policy and economic growth: a skeptic's guide to the cross-national evidence, *NBER Macroeconomics Annual 2000*, Vol.15, 2001, pp. 261-338
- Romer, P.M. (1993). Two strategies for economic development : Using ideas and producing ideas, *Proceedings of the World Bank Annual Conference on Development Economics*, ed. Summers, L.H, pp. 63-91.
- Rose-Ackerman, S. (2004). Governance and corruption, <https://www.researchgate.net/publication/287516664>.
- Rotberg, R. I. (2019). *Corruption in Latin America How Politicians and Corporations Steal from Citizens*, ISBN: 9783319940571, 1st ed. 2019. XIV, 320 p. 16. Springer Nature eBook <https://lib.ugent.be/catalog/ebk01:5120000000121540>
- Sado, I., Siri, A., Zebro, A. (2010). Analyse de l'impact des subventions de fertilisants chimiques de céréales au Burkina Faso : MEGC micro-simulé, N° : 01/2010.

- Saha, S., Su, J.J., Campbell, N. (2016). Does political and economic freedom matter for inbound tourism? Across-national panel data estimation, *Journal of Travel Research*, 56 (2), 221 - 234.
- Sjoholm, F. (1999). Export, imports and productivity results from Indonesian establishment data, *World Development*, 27(4) : 705-715.
- Smith A., (1776). An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations, Indianapolis, *Liberty Press*, 1981.
- Solow, R. (1957). Technical Change and the Production Function, *Review of Economics and Statistics*, vol. 39, n°3, pp. 312-320.
- Tanzi, V. (1998). Corruption around the world: causes, consequences, scope and cures. *Staff papers*, Vol. 45, n° 4, ISBN/ISSN : 9781451848397/1018-5941.
- Tanzi, V., Davoodi, H.R. (2000). Corruption, growth and public finances, Washington, D.C.: *The International Monetary fund, Fiscal Affairs Department* : Working paper, N°182.
- Torrez, J. (2002). The effect of openness on corruption, *Journal of International Trade & Economy Development* 11(4) : 387-403.
- Treisman, D. (2000). The causes of corruption: a cross-national study, *Journal of Public Economics* 76(3) : 399-457.
- Ulasan, D. (2012). Openness to international trade and economic growth : Across-country empirical investigation, Central Bank of the Republic of Turky.
- Wei, S-J., Shleifer, A. (2000). Local corruption and global capital flows, *Brookings Papers on Economic Activity*, 2 : 303-346.
- Wooldridge, J.M. (2009). On estimating firm-level production functions using proxy variables to control for unobservables, *Economic Letter*, 104, 112-114.
- Yanikkaya, H., (2003), Ouverture commerciale et croissance économique : une enquête empirique transnationale, *Journal of Development Economics*, 72(1) : 57-89, DOI : 10.1016/S0304-3878(03)00068-3.
- Yasar, M., Morrison P., C.J. (2007). International linkages and productivity at the plant level: foreign direct investment exports, imports and licensing, *Journal of International Economics*, 71 (2) : 373-388.